



Conseil économique et social

Distr. générale
24 mai 2010

Original : français

Session de fond de 2010

New York, 28 juin-23 juillet 2010

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Lettre datée du 20 mai 2010, adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport national de la France intitulé « Politiques mises en œuvre par la France pour atteindre les objectifs et engagements internationaux pour la promotion des droits des femmes et de l'égalité hommes-femmes » établi pour l'examen ministériel annuel prévu lors du débat de haut niveau de la session de fond du Conseil économique et social de 2010 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil économique et social, au titre du point 2 c) de l'ordre du jour provisoire.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Gérard Araud

* E/2010/100.



**Annexe à la lettre datée du 20 mai 2010 adressée
au Président du Conseil économique et social
par le Représentant permanent de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Politiques mises en œuvre par la France pour atteindre
les objectifs et engagements internationaux
pour la promotion des droits des femmes
et de l'égalité hommes-femmes**

Résumé

Les politiques menées par la France, tant au niveau national qu'à l'échelle internationale, pour faire avancer les droits des femmes et l'égalité entre les sexes, s'inscrivent pleinement dans ses engagements internationaux – Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Programme d'action de Beijing, objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), notamment l'objectif 3.

Au niveau national, si l'égalité de droit est atteinte et si des progrès concrets ont été réalisés – en termes de participation des femmes à la vie professionnelle notamment – de nombreux défis restent à relever pour parvenir à une égalité réelle, par exemple en termes de salaire ou d'accès à la prise de décisions, au Parlement ou dans les grandes entreprises notamment. Par ailleurs, les violences faites aux femmes restent un phénomène inacceptable. Face à cette situation, de nombreuses actions sont menées par le Gouvernement, en lien étroit avec la société civile, en particulier dans quatre domaines :

- La lutte contre la pauvreté et la précarité;
- La promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes;
- La lutte contre les violences faites aux femmes;
- La lutte contre les stéréotypes de genre.

Plus globalement, une nouvelle impulsion est actuellement donnée à la mise en œuvre d'une approche intégrée de l'égalité avec l'élaboration d'un plan d'action interministériel en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, lequel comportera une vingtaine d'axes prioritaires, déclinant pour chaque ministère une série d'engagements priorisés sur : l'accès des femmes aux responsabilités dans la vie politique, économique et associative, l'égalité professionnelle et salariale, l'accès au droit et respect de la dignité, la conciliation vie professionnelle/vie personnelle.

À l'échelle internationale, la France apporte son soutien actif à la défense des droits des femmes dans les instances multilatérales, avec notamment la proposition de mise en place d'un nouveau mécanisme au Conseil des droits de l'homme sur les lois et pratiques discriminatoires à l'égard des femmes qui viendrait compléter les mécanismes existants.

Notre pays est également engagé dans différents programmes régionaux de coopération visant par exemple à accompagner le renforcement des droits des femmes.

La France a adopté en 2007 un « document d'orientation stratégique genre », qui vise à entraîner des changements profonds et durables dans les relations hommes-femmes et à rendre les programmes de développement plus efficaces, plus pertinents et plus durables, grâce à une analyse plus précise des questions d'égalité hommes-femmes. Pour y parvenir, deux axes principaux sont développés : placer la réduction des inégalités de genre au cœur du dialogue politique; intégrer l'objectif d'égalité hommes-femmes dans toutes les politiques et instruments de la coopération française.

Au vu des résultats des actions menées, il apparaît nécessaire de renforcer les actions concernant en particulier : l'amélioration du statut juridique des femmes; la promotion de leur participation à la vie publique; l'accès à un planning familial de qualité; l'accès à l'indépendance économique.

Partie I : politiques et actions entreprises au niveau national

La politique française de promotion des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes s'inscrit pleinement dans les engagements internationaux auxquels a souscrit notre pays :

- Elle s'attache à mettre pleinement en œuvre la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- Elle repose sur la double approche préconisée par le Programme d'action de Beijing :
 - L'approche spécifique : mesures correctives destinées à corriger ou compenser les inégalités;
 - L'approche intégrée : évaluation systématique, dans toute décision publique, de l'impact que la décision à venir peut avoir sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le « service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes » est, au sein de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), le mécanisme institutionnel national chargé d'initier, de promouvoir et de mettre en œuvre cette politique; il propose, en relation avec les services du ministère et les autres départements ministériels concernés, les mesures contribuant à l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes, dans l'ensemble de la société.

La dimension interministérielle de cette politique a été récemment renforcée dans le cadre de la création de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS).

Elle est assortie de la création de la fonction de délégué interministériel aux droits des femmes (mission confiée au directeur général, qui est représenté dans ces fonctions par le chef de service du droit des femmes et de l'égalité entre les hommes et les femmes).

Les textes de création de la DGCS lui confient l'animation du Comité interministériel aux droits des femmes, créé en 1982.

Le plan d'action interministériel en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

Ces nouveaux textes confient également à la DGCS la mise en œuvre et le suivi de ce plan d'action interministériel. Il permettra de concevoir, d'adapter et de mettre en œuvre des programmes appropriés et des stratégies novatrices et sera décliné au niveau régional. Il couvrira tous les domaines essentiels pour la politique de l'égalité entre les femmes et les hommes :

- Accès des femmes aux responsabilités dans la vie politique, économique et associative;
- Égalité professionnelle et salariale;
- Accès au droit et respect de la dignité;
- Conciliation vie professionnelle/vie personnelle.

Il comportera une vingtaine d'axes prioritaires d'action, déclinant pour chaque ministère, dans un document unique, une série d'engagements prioritaires. Ce plan d'action pluriannuel sera lancé en septembre 2010.

I. La prévention et la lutte contre la pauvreté et la précarité des femmes

Le taux de pauvreté monétaire habituellement mesuré¹ s'établit en France en 2007 à 13,4 % de la population (soit plus de 8 millions de personnes); les femmes sont plus exposées que les hommes à la pauvreté : 14 % contre 12,8 %, particulièrement lorsqu'elles sont jeunes (23,7 % contre 20,4 %) ou âgées (13,4 % contre 8,9 %).

Cette situation est le reflet des inégalités économiques et sociales entre les femmes et les hommes : les emplois qu'elles occupent sont moins qualifiés et moins rémunérés (les deux tiers des emplois à bas salaires sont occupés par des femmes); 82 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes, avec parfois des horaires très réduits et des contrats à durée déterminée.

Dans le cadre de l'année européenne de lutte contre la pauvreté, des réunions interrégionales organisées par le Service des droits des femmes et de l'égalité en 2009 ont permis de formuler des préconisations, articulées autour de deux axes :

¹ Proportion d'individus ayant un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté fixé au niveau européen à 60 % du niveau de vie médian (en France en 2007 : 908 euros).

A. Mieux prévenir

- Mieux connaître et analyser les causes de la précarité;
- Instaurer l'obligation de production de statistiques sexuées, notamment sur l'emploi et le chômage;
- Développer des travaux de recherche sur le genre;
- Mieux mettre en perspective la thématique au niveau international : faire réaliser un recensement des situations, des contextes et des bonnes pratiques via le réseau des ambassades; mutualiser les études, les statistiques et les bonnes pratiques européennes;
- Développer des stratégies d'anticipation;
- Renforcer les aides d'accès à la culture, à la participation à la vie de la cité;
- Créer des possibilités de promotion professionnelle pour les femmes;
- Renforcer la qualité des emplois à temps partiel;
- Développer et mieux diffuser sur les dispositifs existants;
- Faire de la prévention de la précarité un enjeu de responsabilité tant pour les entreprises que pour les administrations; mobiliser les branches professionnelles et les organisations syndicales;
- Développer le repérage/l'identification des publics fragilisés;
- Contribuer au retour à l'estime de soi et à l'autonomie, proposer un soutien psychologique et des préparations aux entretiens d'embauche;
- Développer l'ingénierie d'accompagnement vers l'emploi (notamment pour les bénéficiaires du revenu de Solidarité active).

B. Mieux guérir

- Développer la prise en charge et l'accompagnement;
- Favoriser l'accès ou le maintien dans le logement;
- Favoriser l'accès à un emploi de qualité;
- Développer l'accès aux soins et au suivi régulier de la santé des femmes en situation de précarité;
- Mettre en cohérence et mieux articuler les annonces faites en matière de politiques publiques et la réalité des actions;
- Mener des actions pluridisciplinaires et complémentaires;
- Renforcer l'action interministérielle (éducation nationale, emploi, santé, cohésion sociale, immigration, etc.);
- Associer les agences nationales, les collectivités locales, les partenaires sociaux, les organisations non gouvernementales (ONG) aux travaux menés.

II. La promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

La généralisation de l'activité des femmes constitue l'une des évolutions majeures de la société française de ces 40 dernières années et l'on compte aujourd'hui presque autant de femmes que d'hommes en activité. Toutefois, des inégalités persistent :

- Le niveau du chômage est plus élevé chez les femmes;
- Les femmes sont beaucoup plus nombreuses que les hommes à travailler à temps partiel, souvent sans l'avoir choisi;
- Les emplois des jeunes femmes se sont diversifiés et la mixité a progressé dans certaines professions qualifiées; à l'inverse, la polarisation hommes-femmes s'est plutôt accentuée dans les métiers moins qualifiés. La concentration des femmes est manifeste dans certains métiers de services (aides à domicile, aides ménagères, assistantes maternelles), de l'éducation, de la santé et de l'action sociale. Plus de la moitié des emplois occupés par des femmes sont concentrés dans 12 des 86 catégories de métiers. Ces inégalités renvoient à l'orientation des jeunes dans les différentes filières de formation, qui reste fortement sexuée;
- Les parcours professionnels des femmes et des hommes diffèrent à toutes les étapes de la vie professionnelle; globalement les promotions et les changements de métiers concernent davantage les hommes que les femmes;
- L'ensemble de ces inégalités débouche sur des écarts de salaire importants : tous temps de travail confondus, les femmes gagnent 27 % de moins que les hommes²; si l'on prend en compte uniquement les salaires des travailleurs à temps plein, le salaire annuel net moyen d'une femme est en 2007 dans le secteur privé ou semi-public inférieur de 19,1 % à celui d'un homme.

Pour combattre ces inégalités, les pouvoirs publics mènent une politique dynamique, en étroite coopération avec les partenaires sociaux, autour des orientations suivantes :

A. Élargir les choix d'orientation scolaire et professionnelle des filles dans le cadre de la formation initiale

La deuxième convention pour l'égalité entre les filles et les garçons, entre les femmes et les hommes dans le système éducatif a été signée le 29 juin 2006 par neuf ministères. C'est une feuille de route établie jusqu'en 2011 qui comprend trois axes prioritaires dont le premier vise à améliorer l'orientation scolaire et professionnelle des filles et des garçons pour une meilleure insertion dans l'emploi, avec :

- La production d'études et de statistiques sur l'orientation et l'insertion professionnelle des filles et des garçons;

² Donnée 2006 du Ministère du travail.

- La prise en compte de la dimension de genre dans l'information sur les filières et les métiers; la promotion de l'orientation des filles vers les filières scientifiques, technologiques et professionnelles.

Le prix de la vocation scientifique et technique des filles

Pour favoriser la diversification des choix d'orientation et l'égalité entre les filles et les garçons dans les filières scientifiques et techniques, une action positive en faveur des jeunes filles est mise en place par le ministère en charge de la politique publique des droits des femmes et de l'égalité : le prix de la vocation scientifique et technique des jeunes filles.

Créé en 1991, il permet d'attribuer un montant de 1 000 euros à 650 lauréates sur l'ensemble du territoire, après examen des candidatures par des jurys régionaux.

Ce prix a pour but d'encourager les jeunes filles des classes de terminales des lycées d'enseignement général, technique, professionnel et agricole, qu'elles soient scolarisées en France ou dans un établissement français à l'étranger, dans un établissement public ou privé sous contrat, à s'orienter vers une filière scientifique ou technologique de l'enseignement supérieur dans laquelle la part des jeunes filles inscrites ne dépasse pas 40 %.

Plus largement, il s'agit de promouvoir l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans la vie professionnelle et de valoriser des parcours exemplaires dans les secteurs scientifique et technique.

Un indicateur de performance a été défini dans le cadre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) visant à évaluer l'impact du prix. Cet indicateur rejoint celui du Ministère de l'éducation nationale qui s'est fixé un objectif de progression concernant la part des filles en terminales scientifiques et technologiques : passer de 37,5 % en 2004 à 45 % d'ici à 2010.

Troisième axe : intégrer l'égalité entre les sexes dans les pratiques professionnelles et pédagogiques des acteurs et actrices du système éducatif :

- Formation des acteurs éducatifs;
- Intégration de l'égalité dans les projets des établissements d'enseignement.

B. Poursuivre l'objectif de l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes par le dialogue social et la mise en œuvre de la loi sur l'égalité salariale du 23 mars 2006

L'égalité professionnelle et salariale entre hommes et femmes est un enjeu démocratique, social mais aussi économique. Aussi, le Gouvernement français entend poursuivre et accroître l'effort entrepris pour atteindre cet objectif.

La loi relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes du 23 mars 2006 prévoit notamment l'obligation pour les entreprises et les branches professionnelles de négocier des mesures de suppression des écarts de rémunérations entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Pour accélérer la mise en œuvre de cette disposition, le Gouvernement a remis aux partenaires sociaux, en novembre dernier, un document d'orientation les invitant à examiner trois axes de réforme en matière d'égalité professionnelle :

- Simplifier les règles;
- Favoriser une meilleure place des femmes dans l'entreprise;
- Se donner les moyens d'appliquer la loi.

Les partenaires sociaux ont pour leur part déclaré vouloir négocier sur :

- Le travail à temps partiel;
- Le temps partiel familial et la mise en place d'un entretien de conciliation entre vie personnelle et professionnelle;
- Les conditions de la négociation collective sur ce sujet; et
- La représentation des femmes dans les instances représentatives du personnel.

Le Gouvernement sera en mesure, au second semestre 2010, de présenter un projet de réforme intégrant les résultats de ces négociations.

Le rapport de situation comparée

Depuis la loi du 13 juillet 1983, les branches et les entreprises sont tenues d'établir chaque année un rapport de situation comparée des conditions d'emploi et de formation des femmes et des hommes. Ce rapport, qui est soumis au comité d'entreprise et transmis aux délégués syndicaux, est l'occasion de fixer des objectifs de progression en matière d'égalité professionnelle et d'échanger sur les objectifs prévus et non réalisés. Il constitue également une base de négociations.

Pour aider les entreprises à réaliser ce rapport de situation comparée, un guide a été mis à leur disposition sur le site Internet du Ministère du travail.

Afin de permettre aux entreprises de moins de 50 salariés de disposer sans plus de formalités de données mesurant la situation des femmes et des hommes au regard notamment de l'emploi, de la formation et de l'égalité salariale, une expérimentation est menée auprès 14 800 entreprises, qui disposent ainsi d'un rapport simplifié de la situation comparée des femmes et des hommes.

Le label égalité

Il est important qu'à côté des contraintes légales existant pour assurer la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes soient également mis en œuvre des instruments incitatifs. Tel est le sens du label égalité, un outil de reconnaissance et de valorisation des démarches exemplaires des entreprises en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Ce label est décerné sur la base d'un cahier des charges, plus simple pour les organismes de moins de 50 salariés, qui s'articule autour de trois champs essentiels :

- Les actions menées dans l'entreprise en faveur de l'égalité professionnelle : signature d'accords d'entreprises; information/sensibilisation des dirigeants et des salariés à la mixité et à l'égalité;
- La gestion des ressources humaines et le management : actions en faveur de l'égalité hommes-femmes en matière de salaire, de l'égalité d'accès des femmes et des hommes à la formation professionnelle continue, de la mixité dans les différentes instances de décision;
- L'accompagnement de la parentalité dans le cadre professionnel : actions de l'entreprise facilitant l'articulation de la vie professionnelle et de la vie familiale, tels l'aménagement des horaires de travail, les modalités de départ et de retour des congés de maternité et parentaux, le soutien à la garde des enfants.

Instruit par AFNOR Organisation, la candidature fait ensuite l'objet d'une décision de labellisation de la part de la commission de labellisation, qui comprend cinq représentants de l'État, cinq représentants des syndicats de salariés et cinq représentants des organisations patronales.

Le label est décerné pour trois ans, avec un contrôle intermédiaire à 18 mois, afin de vérifier que son détenteur continue de satisfaire aux critères de labellisation souhaités.

Quarante-six organismes de taille et de secteur différents (industriel, bancaire, cabinets de consultants, assurances, associations, collectivités locales) ont obtenu la labellisation, ce qui représente près de 800 000 salariés.

C. Promouvoir une participation équilibrée des femmes et des hommes dans les instances de décisions des entreprises publiques et privées

Une proposition de loi, votée par l'Assemblée nationale et qui devrait être prochainement débattue au Sénat, tend à instaurer des quotas de femmes (40 % à

terme) dans les conseils d'administration ou de surveillance des sociétés anonymes, des entreprises publiques et des établissements publics de l'État.

D. Développer la création et la reprise d'entreprises par les femmes

En France, selon un sondage réalisé en 2000, sur 13 millions de Français qui souhaitaient créer leur entreprise, 50 % étaient des femmes. Or, la même année, 29 % des entreprises seulement ont été créées ou reprises par des femmes.

C'est pourquoi, les autorités françaises s'attachent à encourager les femmes à créer ou reprendre une entreprise :

- En développant l'accès au crédit bancaire, via le Fonds de garantie pour la création, la reprise et le développement d'entreprise à l'initiative des femmes (FGIF); et
- En s'assurant de la prise en compte et de la participation des femmes aux dispositifs d'aide à la création d'entreprise.

E. Favoriser l'articulation des temps de vie professionnelle et personnelle

Grâce à une politique familiale très active qui permet aux femmes d'avoir des enfants tout en continuant à travailler, la France combine des taux de fécondité élevés (1,99 enfant par femme en 2009) et une forte implication des femmes dans la vie professionnelle. Cette politique s'articule autour de quatre grands objectifs :

1. Faciliter la reprise d'activité professionnelle après une naissance ou une adoption;
2. Donner aux parents qui le souhaitent la possibilité de réduire leur activité;
3. Soutenir les entreprises qui consentent des efforts pour aider leurs salariés à concilier leurs responsabilités familiales et professionnelles;
4. Développer et diversifier les modes d'accueil des enfants : conformément aux engagements pris par le Président de la République en février 2009, un objectif de développement de l'offre d'accueil a été fixé : offrir 200 000 places en plus d'ici à 2012, réparties entre les modes d'accueil collectifs et individuels. Plus spécifiquement, dans le cadre de la « Dynamique espoir banlieue », un appel à projets a été lancé pour développer des modes de garde de formes souples et adaptés aux contraintes d'emploi (horaires décalés, travail précaire).

III. La prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes

A. Les principales données sur les violences faites aux femmes

- La première enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (ENVEFF) s'est déroulée de mars à juillet 2000. Elle a porté sur un échantillon de 6 970 femmes âgées de 20 à 59 ans. Elle révèle notamment qu'au cours des 12 précédents mois près d'une femme sur 10 a subi des violences verbales, psychologiques, physiques ou sexuelles, de la part de son conjoint ou ex-conjoint, soit en extrapolant, 1 350 000 femmes confrontées à cette situation dans leur vie de couple.
- Depuis 2005, un recensement national des morts violentes survenues au sein du couple est réalisé chaque année. Il fait état du décès de 156 femmes sous les coups de leur compagnon ou ex-compagnon en 2008, soit en moyenne une femme tous les deux jours et demi.
- Une première évaluation des conséquences économiques des violences au sein du couple a estimé le coût global de ces violences à minima à plus d'un milliard d'euros en 2004. À la lumière des conclusions préliminaires de l'étude « Évaluation économique des violences conjugales en Europe »³, le coût des violences conjugales en France se situe à près de 2,5 milliards d'euros en 2006, dont 483 millions d'euros en coûts directs médicaux.
- On estime qu'en France 55 000 femmes et fillettes sont victimes de mutilation sexuelle ou menacées de l'être.
- Les mariages forcés sont très difficiles à quantifier : toutefois, selon les estimations provenant d'associations spécialisées, 70 000 jeunes filles âgées de 10 à 18 ans seraient menacées de mariages forcés en France.

B. Le cadre législatif récent

Depuis 1992, la France a voté diverses lois spécifiques tendant à lutter contre la violence à l'égard des femmes, dont notamment :

- La loi du 26 mai 2004 relative au divorce qui met en place, au plan civil, la mesure d'éviction du conjoint violent du domicile conjugal (applicable au 1^{er} janvier 2005);
- La loi du 12 décembre 2005 relative au traitement de la récidive qui permet de faciliter, sur le plan pénal, l'éloignement de l'auteur des violences (conjoint ou concubin) du domicile de la victime;
- La loi du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs, qui accroît la répression des violences faites aux femmes :

³ Issue du programme européen DAPHNE III 2007-2013 et réalisée par des représentants de la France, du Danemark, de l'Espagne et de la Hongrie.

- En élargissant le champ d'application de la circonstance aggravante à de nouveaux auteurs (pacsés et « ex ») et à de nouvelles infractions (meurtres, viols – ce qui signifie que le viol entre époux est désormais inscrit dans le Code pénal –, agressions sexuelles);
- En reconnaissant le vol entre époux lorsqu'il démontre une véritable volonté d'assujettir sa victime.

Cette même loi contient des dispositions pour faciliter la répression des mariages forcés et les mutilations sexuelles féminines.

C. Le cadre d'intervention et les actions récentes des pouvoirs publics

Deux plans triennaux et interministériels de lutte contre les violences envers les femmes ont été élaborés. À l'échéance du premier plan (2005-2007) « 10 mesures pour l'autonomie des femmes » axé particulièrement sur les violences au sein du couple (renforcement de la formation des professionnels concernés, droit aux allocations chômage en cas de démission consécutive aux violences conjugales, etc.), un deuxième plan global d'action a été adopté le 23 novembre 2007.

Le plan national d'action « Douze objectifs pour combattre les violences faites aux femmes » (2008-2010)

Ce plan conforte les mesures déjà mises en œuvre et les complète en initiant de nouvelles actions en direction de l'entourage des victimes (auteurs de violences et enfants exposés aux violences conjugales).

Il s'articule autour de quatre orientations : mesurer et prévenir les violences, coordonner les interventions des acteurs et protéger les victimes avec, à titre d'exemple :

- La création, à l'échelon local, de postes de « référent », interlocuteur unique et de proximité des femmes victimes de violences au sein du couple;
- L'amélioration de l'accueil et de l'hébergement des femmes en détresse notamment dans les Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS);
- Le renforcement des moyens de la plate-forme d'écoute téléphonique du 3919 (numéro d'écoute gratuit à destination des femmes victimes de violences conjugales, mis en place le 14 mars 2007 et géré par une ONG, subventionnée par l'État pour ce faire);
- La diffusion en 2008 de premières recommandations à destination des pouvoirs publics et des professionnels sur la prise en charge des enfants exposés aux violences conjugales;
- La réalisation en 2008 d'une charte des principes fédérateurs à destination des structures de prise en charge des auteurs de violences puis la diffusion auprès des commissariats, gendarmerie, maisons de justice et du droit, d'une plaquette d'information et de

sensibilisation à destination des auteurs de violences « repérés », en vue d'une prévention de la récidive et de la réitération;

- La réédition de la brochure destinée aux professionnels « Lutter contre la violence au sein du couple, le rôle des professionnels ».

D. Une campagne de communication triennale et le label de « Grande cause nationale 2010 »

Le 2 octobre 2008, une campagne triennale d'information et de sensibilisation a été lancée sur l'ensemble des violences faites aux femmes avec pour objectif de déclencher une prise de conscience et de libérer la parole. Cette campagne, axée pour la première année sur les violences au sein du couple, s'est élargie en 2009 aux mariages forcés et aux mutilations sexuelles féminines. En 2010, elle portera sur l'impact des violences conjugales au travers du regard des enfants.

Parallèlement, le Premier Ministre a attribué, le 25 novembre dernier, le label « Grande cause nationale 2010 » à la lutte contre les violences faites aux femmes. Dans ce cadre, un spot télévisuel et une campagne d'information du grand public vont être diffusés. Cette reconnaissance officielle va donner une visibilité accrue à l'engagement des associations.

E. Les perspectives

Une nouvelle impulsion va être donnée au plan triennal 2008-2010 avec notamment :

- Une nouvelle enquête consacrée aux violences faites aux femmes sur le modèle de l'ENVEFF et la poursuite des travaux de recueil des données quantitatives et d'analyse qualitative sur les mariages forcés;
- Une action d'information ciblée sur les professionnels, notamment ceux qui accueillent les étrangers primo-arrivants;
- La création d'un régime de référé-protection – intervenant en amont du dépôt de plainte – qui permettra aux femmes en danger de bénéficier de mesures de protection immédiate répondant à des situations d'urgence;
- La pénalisation des violences psychologiques, qui seront désormais considérées comme un délit;
- L'expérimentation d'un dispositif de surveillance électronique (bracelets électroniques, etc.);
- Une formation spécifique aux situations de violences au sein du couple sera systématiquement proposée aux professionnels susceptibles de les repérer. La formation initiale des professionnels de santé (médecins, sages-femmes, infirmières) intégrera désormais cette formation spécifique.

IV. La lutte contre les stéréotypes de genre

Aucune politique d'égalité entre les femmes et les hommes ne peut réussir si l'on ne s'attache pas à éradiquer les stéréotypes sur les images et les rôles traditionnellement dévolus aux femmes et aux hommes dans la société.

C'est pourquoi, le deuxième axe de la convention susmentionnée sur l'égalité des sexes dans l'éducation vise à assurer auprès des jeunes une éducation à l'égalité entre les sexes avec :

- L'intégration dans les programmes d'enseignement de la thématique de la place des femmes et des hommes dans la société; et
- La prévention et la lutte contre les violences sexistes.

Par ailleurs, alors que le visuel prédomine, les représentations stéréotypées et parfois dégradantes des femmes véhiculées dans les médias contribuent à compromettre les progrès réalisés en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Il ne faut pas négliger leur impact potentiel dans le cadre de la prévention des violences faites aux femmes et le fait que les jeunes filles se construisent, notamment, à travers les images renvoyées par les médias. Pour s'attaquer à ce problème des actions sont menées au plan national et local :

- Au plan national :

Dans le domaine de la publicité, un dispositif d'autorégulation concertée avec les pouvoirs publics a été mis en place à partir de décembre 2003, avec la signature de la Déclaration commune sur le respect de la personne humaine dans la production publicitaire, entre le ministère en charge des droits des femmes et l'Autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP); la Commission « image des femmes dans les médias » a été chargée du « monitoring » annuel des grands médias et de l'instauration d'une culture de l'auto-évaluation du traitement de la représentation des femmes via une grille d'indicateurs de suivi. À cet effet, elle doit remettre chaque année un rapport sur les actions menées en la matière, sachant que les instances de régulation seront associées. Il est également prévu de développer l'éducation aux médias/décryptage des stéréotypes féminins.

- Au plan local :

Des actions de sensibilisation sur l'image des femmes ont été menées, souvent en lien avec l'éducation au respect, la mixité et l'égalité entre les garçons et les filles : conférences, rencontres-débats; réalisation d'une émission de radio; remise du prix « Fahâm et infâme de la publicité » pour lutter contre l'image dénigrante des femmes dans la publicité.

Partie II : politiques et actions entreprises au niveau international en faveur de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation des femmes

Les politiques françaises de défense des droits des femmes et de coopération au développement répondent aux objectifs du Millénaire pour le développement et notamment l'objectif 3 « Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des

femmes » qui réaffirme la nécessité pour les États d'impulser des politiques en faveur de l'égalité des sexes dans tous les domaines.

I. Défense des droits des femmes et lutte contre les violences faites aux femmes

A. Soutien actif à la lutte contre les violences faites aux femmes dans les instances internationales et européennes

L'action française en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes se traduit en particulier par des actions et engagements au niveau des Nations Unies, de l'Union européenne et de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et par la mise en œuvre de programmes spécifiques.

Depuis plusieurs années, la France joue ainsi un rôle actif dans l'adoption de textes internationaux et d'engagements internationaux en matière de protection et de promotion des droits des femmes. Elle a contribué à l'adoption des résolutions de l'agenda « Femmes, paix et sécurité » [1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009) et 1889 (2009)] du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ces résolutions affirment notamment que les femmes, qui sont souvent les principales victimes des conflits armés, peuvent jouer un rôle clef dans le rétablissement de la paix et la reconstruction postconflit. Un plan d'action national est en cours d'élaboration afin d'assurer une mise en œuvre concrète et ambitieuse de ces résolutions. Son adoption interviendra courant 2010. Elle a également joué un rôle moteur depuis 2006, avec les Pays-Bas, dans l'adoption d'une résolution annuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies visant à intensifier l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes.

En outre, la France a proposé en 2009 la mise en place d'un nouveau mécanisme au Conseil des droits de l'homme sur les lois et pratiques discriminatoires à l'égard des femmes qui viendrait compléter les mécanismes existants. Un tel mécanisme permettrait de faire le suivi des recommandations et conclusions du comité conventionnel chargé de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans le cadre du Conseil, de diffuser les bonnes pratiques, d'apporter une expertise aux États ainsi que d'effectuer des visites, lorsque celles-ci pourraient se révéler opportunes, ou à la demande des États concernés.

En mars 2010, lors de la cinquante-quatrième session de la Commission sur le statut des femmes des Nations Unies, et lors de la célébration de Pékin 15, la diplomatie française a contribué à l'adoption d'une déclaration ministérielle de l'Organisation internationale de la francophonie sur les violences faites aux femmes qui réaffirme notamment que « toutes violations des droits de la personne humaine perpétrées contre les femmes et les filles doivent être combattues avec fermeté et que la violence à l'égard des femmes et des filles constitue la forme ultime des discriminations fondées sur le genre ».

Enfin, la France soutient les activités de la Cour pénale internationale dont la création a été une étape importante dans la répression de ces crimes et la lutte contre l'impunité. Son statut qualifie, pour la première fois, le viol mais aussi l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, la stérilisation forcée ou « toute

autre forme de violence sexuelle de gravité comparable » de crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

Cette action connaît un écho important au niveau européen. Lors de sa présidence de l'Union européenne au deuxième semestre 2008, la France a accordé la priorité de son action dans le domaine des droits de l'homme à la promotion et à la défense des droits des femmes. Cette orientation française s'est concrétisée par l'adoption de Lignes directrices de l'Union européenne sur les violences faites aux femmes (décembre 2008) qui servent de feuille de route à l'ensemble du réseau diplomatique européen, et à l'action extérieure de l'Union européenne.

B. Une impulsion nouvelle pour le renforcement du rôle des femmes dans la société dans la région euroméditerranéenne

Les ministres en charge des droits des femmes et de l'égalité hommes-femmes des 43 pays membres de l'Union pour la Méditerranée se sont réunis les 11 et 12 novembre 2009 à Marrakech, sous la présidence conjointe de l'Égypte et de la France. Ils ont adopté des conclusions sur « le renforcement du rôle des femmes dans la société » dans lesquelles les partenaires euroméditerranéens, conformément à leurs obligations internationales, réaffirment leur engagement en faveur de l'égalité de droit et de fait entre les hommes et les femmes et du respect des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des femmes comme des hommes. Ces conclusions soulignent que la participation sur un pied d'égalité des femmes et des hommes à tous les domaines de la vie est un élément essentiel de la démocratie. Seules l'inclusion de tous et toutes, ainsi que des actions résolues, permettront aux femmes de la région euroméditerranéenne de réaliser leurs ambitions et leurs aspirations et, par extension, de contribuer à la création d'un espace commun de paix, de stabilité et de prospérité partagée dans cette région. Dans ce même texte, les ministres encouragent les partenaires à présenter des projets concrets et se félicitent que de nouveaux projets aient été proposés pour l'Union pour la Méditerranée. Parmi ces projets figure la « Fondation des Femmes pour la Méditerranée » (présentée conjointement par la France, le Liban, la Jordanie et le Maroc).

Ce projet vise à créer un lieu identifié tant par les institutions que par les acteurs de terrain, servant ainsi de relai dans l'élaboration et la mise en œuvre d'actions coordonnées et cohérentes, en privilégiant le long terme et les projets pérennes, à l'intention des femmes dans la région méditerranéenne. Il s'agit de rassembler et de coordonner les énergies et les moyens actuellement mis en œuvre pour obtenir un effet de levier sur l'efficacité des actions entreprises. La Fondation aura pour missions :

- D'être un lieu de recensement et de centralisation de l'ensemble des connaissances et des travaux (académiques, institutionnels, publics et privés) sur l'égalité entre les femmes et les hommes;
- De faciliter les échanges de meilleures pratiques;
- De constituer un réseau de réseaux de femmes autour de la Méditerranée.

C. Mise en œuvre de programmes de coopération spécifiques de lutte contre les violences à l'égard des femmes

La France développe et apporte son appui à de multiples programmes régionaux de coopération, qui incluent notamment :

Accompagnement de l'évolution du droit des femmes et de la famille dans le monde arabe (Maghreb et Machrek) (2004-2008)

Ce projet, d'un montant de 2 320 000 euros, a été réalisé en partenariat avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). Mis en œuvre à partir de décembre 2004, il est arrivé à son terme en décembre 2008.

Le programme visait à contribuer à la création d'un environnement favorable à la promotion, la défense et l'exercice des droits des femmes et de la famille au Maroc, en Tunisie, en Algérie, au Liban, en Jordanie et dans les territoires palestiniens. Son objectif principal était de renforcer la connaissance, la prise de conscience, l'information et les capacités des institutions et des ONG dans le domaine des droits des femmes via notamment la réalisation d'études sur les législations et la création d'une base de données aisément accessible pour promouvoir les droits des femmes, la création d'un réseau entre les partenaires et la mise en œuvre de projets pilotes dans chacun des six pays concernés.

Ce projet a notamment permis :

- La création du réseau Anaruz au Maroc (Réseau national des centres d'écoute des femmes victimes de violence);
- Le lancement d'une stratégie nationale pour combattre la violence à l'égard des femmes en Algérie;
- La mise en place d'un observatoire de la famille en Tunisie;
- Le renforcement des capacités de la Commission nationale de la femme libanaise;
- La formation des femmes officiers de police jordaniennes aux questions des droits des femmes;
- Le soutien aux activités des associations de femmes dans les territoires palestiniens.

Protection des enfants dans les conflits armés

Ce projet, d'un montant de 2 millions d'euros et dont la mise en œuvre a débuté en 2008, a pour ambition de contribuer à améliorer la protection des enfants dans les conflits armés dans la région de l'Afrique des Grands Lacs (Burundi, Ouganda, République démocratique du Congo) et celle de l'Afrique centrale et de l'Est (République centrafricaine, Soudan, Tchad). Au travers de trois composantes (protection et assistance; prévention et sensibilisation; renforcement des capacités), une attention toute particulière est portée à la question des fillettes victimes des conflits armés.

Renforcement de la capacité d'influence et d'action des associations locales de défense des droits de l'homme

Ce projet, mené en partenariat avec la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) et doté d'un montant de 2,3 millions d'euros, est déployé depuis début 2007 dans 43 pays de la zone de solidarité prioritaire. Il s'inscrit dans le prolongement d'un premier projet de coopération réalisé avec la FIDH entre mai 2003 et avril 2006, qui portait sur une thématique similaire. Une de ses composantes vise notamment, par la formation et la mise en réseau d'informations et d'expériences, à fournir les outils nécessaires aux organisations de défense des droits de l'homme, afin qu'elles contribuent aux débats sur les droits de l'homme aux niveaux national, régional et international, y compris les enjeux fondamentaux liés aux droits des femmes.

C'est dans le cadre de ce projet que trois représentantes d'ONG nigériane, mozambicaine et yéménite ont pu participer aux sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en mai et juillet 2007 et que des rapports complémentaires ont pu être transmis au Comité sur la situation des droits des femmes dans ces pays.

Soutien à l'instauration d'un état de droit en République démocratique du Congo

D'un montant de 3 millions d'euros, ce projet, dont la convention de financement a été signée en novembre 2005, a pour finalité de contribuer à instaurer l'état de droit en République démocratique du Congo et de rétablir ses capacités institutionnelles. Une de ses composantes vise à promouvoir les droits de l'homme via la systématisation de la formation des magistrats, des policiers et des responsables de la société civile en insistant notamment sur les droits des femmes. Ainsi, de nombreuses activités ont été depuis mises en place sur le thème des violences faites aux personnes particulièrement vulnérables (femmes et enfants) comme la mise en œuvre d'un projet de pièce de théâtre sur la question des violences sexuelles, filmée puis diffusée à la télévision congolaise.

En 2008, l'appel à initiatives « Droits de l'homme » a permis de soutenir quatre projets en rapport avec les droits des femmes portés par des organisations de la société civile, au Congo, au Laos, au Maroc et en Afghanistan.

II. L'égalité hommes-femmes dans les actions de coopération française : les femmes actrices du développement

La coopération française soutient en particulier les initiatives et mesures prises dans le cadre de la réalisation des objectifs du Millénaire (notamment l'objectif 3 portant sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes).

D'une façon générale, les femmes verraient leur situation s'améliorer de façon significative si les OMD étaient atteints car elles sont les principales victimes des carences et obstacles que ces derniers visent à surmonter.

En particulier :

- Objectif 1 : réduire l'extrême pauvreté et la faim. Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour;
- Objectif 2 : assurer l'éducation primaire pour tous. D'ici à 2015, permettre à tous les enfants, garçons et filles, d'achever un cycle complet d'études primaires (5 ans);
- Objectif 3 : promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaires et secondaires d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard;
- Objectif 5 : améliorer la santé maternelle. Réduire des trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle.

A. Stratégie soutenue par le plan d'action 2000-2010 du Secrétaire d'État à la coopération et la francophonie

Le document d'orientation stratégique genre adopté en décembre 2007 est le pivot de la politique française en matière d'égalité hommes-femmes dans le cadre de ses actions de coopération au développement. L'approche française vise à « créer les conditions qui permettent aux femmes et aux hommes de questionner leurs institutions sociales et les rapports sociaux de sexes qui en découlent pour les faire évoluer vers plus de justice sociale et d'égalité dans toutes les sphères de la société, économique, politique et sociale, afin que l'égalité formelle soit atteinte et qu'elle devienne une égalité réelle ».

Elle s'articule autour de deux objectifs :

1. Entraîner des changements profonds et durables dans les relations entre les femmes et les hommes afin que les droits et les libertés fondamentales des deux sexes soient respectés;
2. Atteindre une meilleure efficacité, pertinence et durabilité des politiques et programmes de développement en intégrant une analyse plus précise des questions de genre et des rapports de pouvoirs qui les conditionnent.

Pour contribuer à ces objectifs, la France s'engage à une action cohérente autour de deux axes principaux :

- Placer la réduction des inégalités entre les sexes au cœur du dialogue politique : il s'agit de mener ou d'encourager un plaidoyer politique fort en faveur de l'égalité des femmes et des hommes et de la défense des droits universels, dans les instances bilatérales et multilatérales;
- Garantir la transversalité de l'approche égalité hommes-femmes dans toutes les politiques, les champs d'intervention et les instruments de la coopération française qui fonde sa pertinence.

En décembre 2008, Alain Joyandet, Secrétaire d'État à la coopération et la francophonie, avait lancé un plan d'action en faveur des femmes et de l'égalité « Femmes actrices du développement » qui met notamment l'accent sur le

dynamisme des femmes dans le secteur économique et sur le rôle de l'égalité hommes-femmes comme condition de la croissance et du développement. Le plan d'action met à disposition des moyens humains et financiers (30 millions d'euros) au sein du Ministère des affaires étrangères et européennes ainsi qu'à l'Agence française de développement en faveur de la mise en œuvre d'actions spécifiques et transversales.

Le bilan des actions lancées par le Secrétaire d'État a été annoncé lors de la tenue de la plate-forme égalité hommes-femmes et développement de janvier 2010. La plate-forme égalité hommes-femmes et développement rassemble de multiples partenaires (MAEE, Observatoire de la parité, Ministère du travail, Agence française de développement, Organisation internationale de la francophonie), elle joue un rôle consultatif sur les orientations et le suivi de la politique française de coopération internationale et de développement.

Un réseau de correspondants genre a été créé au sein des ambassades françaises à l'étranger. Le recensement des crédits déconcentrés gérés par les ambassades françaises à l'étranger pour le financement des associations locales sur l'année 2009-2010 a permis de montrer que la France soutient des projets à hauteur de 4,8 millions d'euros dans 17 pays de la zone de solidarité prioritaire en faveur d'associations de femmes ou d'action favorisant l'égalité des femmes et des hommes sur des thèmes aussi divers et complémentaires que l'accès à la santé, la lutte contre le VIH, l'éducation, la formation professionnelle ou la gouvernance.

En 2010-2011, l'ambassade du Mali, par exemple, consacre 75 % de ses crédits au genre sur les composantes « renforcement du rôle des groupements féminins dans les quartiers » et « soutien à la microentreprise ».

Ce travail de recensement a permis de donner une visibilité aux actions entreprises en faveur de l'égalité par les ambassades au travers du soutien aux associations locales.

Un fonds spécifique (Fonds de solidarité prioritaire mobilisateur) – « genre et économie, femmes actrices du développement » a pour objectif de favoriser l'égalité effective entre les hommes et les femmes dans l'activité économique en favorisant l'autonomisation personnelle, économique et décisionnelle des femmes entrepreneures et productrices en Afrique de l'Ouest. Il a démarré en octobre 2009, pour une période de trois ans et intervient dans trois domaines :

- Soutien à des projets économiques porteurs;
- Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des femmes et des organisations de femmes;
- Soutien au plaidoyer en faveur d'une plus grande participation des femmes aux espaces de gouvernance et d'une meilleure prise en compte de l'égalité hommes-femmes dans les politiques de lutte contre la pauvreté.

Le Fonds mobilise différents types d'acteurs : 14 ONG françaises et leurs 30 partenaires du Sud mènent 11 projets dans 7 pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo, Bénin, Sénégal et République démocratique du Congo), dans deux secteurs économiques porteurs : la transformation alimentaire et l'artisanat et le petit commerce.

- Des formations en genre et développement ont été organisées en direction des ONG françaises, ainsi qu'un sein de l'Agence française de développement (AFD);
- Les appels à propositions en direction des ONG françaises lancés par l'AFD 2009-2010 d'un montant de 4,5 millions d'euros ont intégré le genre comme facteur discriminant. En 2009, les cofinancements ONG s'élèvent à 3 millions d'euros. Ils intègrent également le genre comme facteur discriminant;
- L'AFD finance un centre mère-enfant à Kaboul qui a ouvert en 2009 et un projet d'adduction d'eau au Burkina Faso pour un montant de 10 millions d'euros.

La France soutient les agences des Nations Unies qui travaillent spécifiquement sur le genre, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), dix-huitième contributeur, environ 2 millions d'euros par an, et UNIFEM, douzième contributeur en 2007.

B. Enjeux et défis de l'intégration de l'égalité hommes-femmes dans nos actions internationales

Globalement, les actions en faveur de l'amélioration de la situation des femmes et au respect de leurs droits devraient être renforcées dans les secteurs de leur vie les plus déterminants :

- Ouverture des portes de la vie publique et participation aux espaces de gouvernance en tant qu'actrices de développement;
- Amélioration du statut juridique des femmes;
- Accès à un planning familial de qualité;
- Amélioration de l'autonomie financière et contribution au « mieux-être », par la dimension économique.

Amélioration du statut juridique et participation aux espaces de gouvernance

Malgré le cadre juridique international, il existe toujours un décalage entre l'égalité formelle et l'égalité réelle qui a des conséquences sur la vie des femmes. Les réserves émises par certains pays à la ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en limitent grandement l'application au niveau national. Si de plus en plus les cadres normatifs internationaux, régionaux et nationaux font référence à la nécessaire égalité hommes-femmes, les droits des femmes sont parfois remis en cause au nom du relativisme culturel.

La levée des réserves à la Convention par tous les pays, la réforme des codes de la famille et la mise en place de politiques nationales d'égalité hommes-femmes dans tous les secteurs et de mécanismes efficaces de lutte contre les violences de genre, mariages forcés, précoces, les mutilations sexuelles génitales, et les violences en milieu scolaire sont envisagées comme des priorités.

La participation des femmes aux espaces de gouvernance politiques et économiques (et notamment les fédérations professionnelles, etc.) doit être favorisée.

Cela passe par le renforcement des capacités des femmes au niveau technique mais aussi dans la prise de parole et les capacités de négociations dans les espaces publics. Le renforcement des réseaux de femmes est un moyen dans la réalisation de ces objectifs.

Le renforcement des capacités des femmes francophones est une priorité de l'action française en coopération avec l'OIF. Le Ministère des affaires étrangères a créé en 2006 le Réseau Genre en Action, qui rassemble des associations de femmes et des experts en genre francophones du Sud et du Nord, au moyen notamment d'une plate-forme Internet vivante. Le réseau joue un rôle de mise en réseau, de conseils et porte le plaidoyer des femmes francophones au sein des espaces politiques régionaux et internationaux. Il favorise également le renforcement des capacités des associations de femmes et met à disposition son expertise auprès des pouvoirs publics dans les pays francophones. Il est également soutenu par l'Organisation internationale de la francophonie.

Les échanges entre les pays anglophones et francophones au Nord et au Sud sur le genre, notamment au sein d'espaces d'échanges et de coopération spécifiques au genre tel que le Gendernet du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD-OCDE), ou au travers de réseaux d'experts sont nécessaires et constituent une véritable richesse.

Accès à un planning familial de qualité

Le taux de mortalité maternel a diminué de 1 % par an entre 1999 et 2005, ce qui est loin des 5,5 % par an nécessaires à l'atteinte de l'OMD 5. Des progrès ont été réalisés en matière de réduction de la mortalité maternelle dans plus de 100 pays grâce au renforcement et à l'extension d'interventions coût-efficacité qui ont fait leur preuve : planification familiale, présence de personnel qualifié lors de l'accouchement, disponibilité et accès aux soins obstétricaux d'urgence. Mais ces progrès sont inégaux selon les régions : en Afrique subsaharienne la réduction de la mortalité maternelle n'a été que de 2 % de 1990 à 2005, alors qu'elle a été de 20 % en Asie.

La lutte contre la mortalité maternelle et infantile et pour un accès universel à la santé sexuelle reproductive, aux moyens de contraception et à l'avortement doivent devenir des priorités du développement pour les 10 prochaines années. Les stratégies de lutte contre la mortalité maternelle ne peuvent faire l'économie d'une approche plus globale de genre, de défense de l'égalité hommes-femmes et d'amélioration du statut des femmes dans la société, sans quoi, elles sont inefficaces. En effet, par exemple, il existe un lien entre l'accès à l'éducation, les mariages précoces et l'accès à la santé sexuelle reproductive. (Au Bénin, par exemple, 95 % des femmes qui font au moins trois ans d'étude consultent un médecin pendant leur grossesse.)

Indépendance économique

Les inégalités hommes-femmes affectent la croissance économique et le développement des pays au Nord comme au Sud et font obstacle aux efforts de réduction de la pauvreté. Les études des économistes soulignent en effet la forte corrélation entre l'égalité hommes-femmes et la croissance économique. Tendanciellement, le taux de pauvreté diminue dans les pays où les rapports hommes-femmes sont les plus égalitaires.

Il existe un cercle vertueux : la réduction des inégalités engendre une amélioration de l'accès des femmes à l'éducation, la formation et la santé, ce qui leur ouvre un meilleur accès aux ressources économiques comme le capital, la terre et les infrastructures, favorisant une hausse de la productivité des femmes, avec, à la clef, une stimulation de la croissance. En parallèle, le renforcement de leur rôle politique accompagne et consolide ces acquis dans la durée.

Ainsi, les actions en faveur d'un égal accès et contrôle des femmes aux moyens de production et notamment à la terre, aux formations professionnelles, aux crédits et aux espaces de gouvernance économiques doivent être renforcées. En parallèle, l'approche genre permet de questionner les temps de travail, la charge du travail domestique, la gestion financière au sein des foyers pour favoriser une meilleure répartition des tâches entre les femmes et les hommes dans la société. Ces évolutions sont inéluctables, les femmes étant de plus en plus nombreuses à travailler, notamment pour pallier les conséquences de la crise financière. Ce sont les objectifs poursuivis par le projet « genre et développement économique en Afrique » porté par le Ministère des affaires étrangères et européennes.

Dans ce cadre une plus grande coopération avec la Banque africaine de développement qui soutient des programmes en direction des femmes serait une réelle valeur ajoutée.

Le travail commun avec les agences des Nations Unies spécialisées sur les questions de genre telles que le FNUAP et UNIFEM, ainsi qu'avec les agences régionales telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Banque africaine de développement et le CAD-OCDE, est un moyen de favoriser l'intégration transversale du genre dans nos actions.

De façon générale, l'intégration d'objectifs d'égalité au sein de chacune des politiques sectorielles est une condition d'un égal accès des femmes et des hommes au développement. À cet effet, le renforcement de la formation des agents, la mise en place d'indicateurs de résultats spécifiques au sein des programmes et des politiques bilatérales et multilatérales sont centraux. La refonte de nos manières d'agir en intégrant la dimension genre est un pari ambitieux et nécessaire.